



CAPL n° 3 du 03/07/2014

La situation de l'emploi et les choix politiques sont au cœur des CAP de mutations, la loi de Finances pour 2014 prévoit 2002 suppressions d'emploi pour la DGFIP.

La contribution nette de la DRFIP du Nord de suppressions d'emplois est fixée à 64 emplois.

Le mouvement général catégorie C des deux filières fait ressortir un déficit de 2370 agents. Cette pénurie est catastrophique. C'est du jamais vu !

Dans la filière Gestion Publiques ce sont 925 emplois qui sont vacants : 687,5 en province et 237,5 en Ile-de-France.

Seulement 15 directions sur 124 font ressortir un solde des effectifs positif.

Dans la Filière Fiscale ce sont 1445,5 emplois qui sont vacants : 912,7 en province et 532,8 en Ile-de-France.

Seulement 8 directions sur 135 font ressortir un solde des effectifs positif. Certaines directions font apparaître des sous effectifs supérieurs à 10, 20 agents voire plus.

Dans la filière gestion Publique 27 directions ont un solde d'agents négatif supérieur à 10 dont 12 à 20 postes vacants et plus :

Dans la filière fiscale 47 directions ont un soldes d'agents négatif supérieur à 10 dont 18 à 20 postes vacants et plus :

Pour autant, ce n'est pas parce que la quasi totalité des directions sont en sous effectif qu'elles sont ouvertes à mutations ; loin s'en faut :

Dans la filière Gestion Publique, 23 départements présentant un sous effectif sont fermés à toute mutation.

Dans la filière fiscale, ce sont 22 départements présentant un sous effectif qui sont fermés à toute mutation.

Comment faire fonctionner les services dans ces conditions : sous effectifs supérieurs à 2450 agents C, suppressions d'emplois de plus de 30 000 agents depuis 2002... ce sont des pans entiers des missions qui sont abandonnés : fusions des secteurs d'assiettes, fusions des IFU, fermetures de services au public une demi-journée par semaine, fermetures des trésoreries au public lorsque les effectifs du poste ne sont pas suffisants et ce n'est qu'un début.

Et le Directeur Général a pour seule réponse les mesures de simplifications qu'il s'attache à nous publier chaque mois. De qui se moque t'on ?

Des agents envers qui l'administration prouve une fois de plus son mépris. Ce sont eux qui subissent au quotidien les conséquences de ses choix : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous effectif permanent.

La situation de l'emploi est catastrophique, la situation de nombreux collègues en attente de mutation reste très difficile et l'administration se montre cette année encore incapable de calibrer le volume des recrutement à hauteur des besoins des services.

Le volume de recrutement dans la catégorie C est largement insuffisant. En effet, l'appel des listes principales des concours interne et externe 2014 et le recrutement de 50 contractuels handicapés s'élève à 821 lauréats et sera bien loin de combler le déficit de 2370 agents de catégorie C.

Si l'action des élus CGT Finances Publiques lors des CAPN pour obtenir des recrutements complémentaires d'agents a payé, puisque la direction a annoncé comme en 2013, l'appel de 500 agents C des listes complémentaires, ce ne sont pas ces 500 agents qui combleront le vide.

Pour les élus de la CGT Finances Publiques, cette décision n'est pas satisfaisante, elle est loin de répondre aux attentes des agents et des services.

La CGT Finances publique réaffirme que l'administration doit recruter à hauteur des besoins, pourvoir les postes vacants et créer des postes pour le fonctionnement des services et pour que les agents effectuent leurs missions dans les meilleures conditions possibles.

L'inquiétude des agents concernant la pénurie d'emplois est réelle et touche tous les départements.

Si l'administration recrutait à hauteur des besoins des services, de nombreux agents, dont certains se trouvent en grande difficulté ne seraient pas « bloqués » sur leur résidence actuelle auraient obtenu leur mutation et nombre de collègues obtiendraient satisfaction sur des vœux en meilleure place sur leur demande de mutation.

Les agents n'ont pas à subir les mauvais choix de gestion de l'administration en matière de recrutement.

Le mouvement local de cette année ne répond pas, loin s'en faut au besoin des agents avec encore 17 agents en surnombre sans poste fixe, 12 agents affectés ALD en filière fiscale et 44 postes de cadres C vacants.

Pour la filière gestion publique 3 agents de la DRFIP Nord ont obtenu une RAN du nord au mouvement national. Ce faible chiffre résulte des incessantes suppressions d'emploi et de la mise en place des RAN qui a amené de nombreux collègues à ne pas demander de mutation.

La CGT Finances Publiques dénonce le fait que les 18 agents nommés sur la RAN direction ne connaîtront leur affectation qu'à l'issue de la cap locale des cadres B du 22 juillet. Une fois de plus la CAP des cadres C est sous tutelle de la CAP des cadres B.

Ce qui signifie qu'à l'issue de cette cap 47 agents C (12 ald, 17 surnombres, 18 direction) ne connaîtront pas leur affectation.

De plus les demandes de mutations non satisfaites intra direction ne figurent pas dans les documents préparatoires.

La CAP des cadres C se trouve d'année en année davantage vidée de sa substance, le rôle des élus réduit à peau de chagrin et la défense des agents précarisée.

A quand des experts aux mesures de gestion ?

Cette année encore, les représentants des personnels de la CGT interviendront durant la CAP, pour tous les agents qui leur ont confié leur demande, non seulement en évoquant leur situation personnelle mais aussi en les restituant dans un contexte où l'emploi est au cœur du problème.

La CGT Finances Publiques insiste sur l'urgence de la situation et exige l'arrêt des suppressions d'emplois et la création de postes à hauteur des besoins des services.